

La dimension spatiale du fait national à Madagascar : un État-nation en Afrique ?

Catherine Fournet-Guérin

RÉSUMÉ

Depuis le début du XIX^e siècle, Madagascar a été internationalement reconnu en tant que royaume indépendant. Cet État monarchique merina, centré sur les hautes terres, a unifié une partie importante du territoire insulaire au cours du XIX^e siècle par la conquête militaire. L'unification du pays fut achevée par la colonisation française. Depuis son indépendance en 1960, Madagascar apparaît comme un exemple d'État très stable en Afrique. Qui plus est, il constitue un cas de coïncidence apparente entre la construction politique et le fait national, si bien qu'on peut parler d'État-nation. L'article s'attache tout d'abord à une lecture géographique de la construction de la nation malgache : territoire, culture, identité nationale, symboles nationaux et emblèmes, ainsi que place de la capitale Tananarive. Toutefois, cet État souffre de profondes faiblesses, qui sont étudiées ensuite : grave crise politique en 2002 ayant failli conduire à la désintégration du pays, tensions interethniques, débats sur le statut de la capitale. Certaines de ces faiblesses s'expliquent de manière géographique, notamment en considérant Madagascar comme un « archipel » atomisé par les difficultés économiques. La notion d'État-nation malgache est ainsi relativisée et nuancée : il s'agit en partie d'une construction impérialiste interne menée par le groupe dominant des Merina. Enfin, l'article examine comment une intégration spatiale entre les différents territoires de l'île peut cependant contribuer à maintenir son unité (réseaux de transports, flux migratoires internes). Madagascar est ainsi dans une situation différente de certains pays d'Afrique : l'État-nation semble résister en dépit de faiblesses structurelles anciennes et de problèmes internes plus récents, essentiellement liés à la situation économique. Le cas de Madagascar permet de déjouer les discours afro-pessimistes : Madagascar ne constitue pas un exemple de *Collapsed States* en Afrique.

Mots-clés : Madagascar, Tananarive/Antananarivo, État-nation, capitale, ethnie, centre-périphérie, identité

PLAN

UNE CONSTRUCTION NATIONALE EN APPARENCE ANCIENNE ET SOLIDE

Les fondements géographiques et historiques de l'État-nation malgache

Les rapports avec l'étranger : le renforcement de l'unité nationale

« La création de l'identité nationale malgache »

LES REMISES EN CAUSE DE L'UNITE NATIONALE : « L'ARCHIPEL

MALGACHE »

1- Des éléments de fragilisation de l'unité nationale

Les facteurs géographiques de la remise en cause de l'unité nationale

LA PERENNITE DE L'ÉTAT-NATION MALGACHE : LE ROLE D'UNE FORTE INTEGRATION GEOGRAPHIQUE ?

1

La table d'hôtes *Chez Mariette*, un des lieux gastronomiques les plus réputés de la capitale de Madagascar, propose à ses clients de marque (souvent des diplomates ou des hommes d'affaires) un repas qui se veut la réplique de celui servi à la cour du roi Radama Ier en l'honneur du roi d'Angleterre dans les années 1820, illustrant par là la pérennité d'une cuisine de cour, élément valorisé dans la culture malgache et incarnant une fierté nationale. On peut y voir là une illustration éclatante de l'existence d'un État solide et ancien à Madagascar.

2

Très précocement en effet, au début du XIX^e siècle, émerge à Madagascar la construction politique d'un État, entérinée par la signature d'un traité avec la Grande-Bretagne (1817) : le Royaume de Madagascar ainsi créé constitue alors un exemple unique en Afrique. Cette construction politique voulue par les élites du pouvoir royal merina, le principal groupe de population des hautes terres autour de la capitale Tananarive, a connu une pérennité remarquable et une stabilité jamais démentie, en dépit des aléas historiques. En effet, même si la conquête coloniale française a conduit en 1896 à la fin de la monarchie et à l'exil définitif de la dernière reine, décédée en Algérie en 1917, l'intégration territoriale et politique entamée au début du XIX^e siècle à partir des hautes terres et poursuivie par les Français jusqu'aux limites de l'île a conduit à l'émergence d'un État malgache confirmé sous la domination française et à l'indépendance en 1960. Madagascar présente donc un cas original en Afrique, celui d'une adéquation entre un territoire (une île), un État (une monarchie, puis une colonie, puis une République indépendante), un peuple (les Malgaches) et une langue (le malgache), si bien qu'il est possible d'employer la notion d'État-nation pour caractériser cette construction, en dépit des réticences connues quant à l'utilisation de ce concept européen dans d'autres régions du monde¹.

3

Or, l'unité nationale malgache a semblé remise en cause lors d'événements politiques en 2002. Les résultats contestés de l'élection présidentielle ont conduit à une crise institutionnelle, politique et sociale de grande envergure, si bien qu'à l'époque de nombreux observateurs aussi bien intérieurs qu'extérieurs ont prédit un possible éclatement de l'État malgache, en insistant sur le retour du « tribalisme » ou de l'ethnicité. Le titre d'un ouvrage collectif paru précisément en 2002 témoigne de cette inquiétude : *La nation malgache au défi de l'ethnicité*. Mais au-delà du titre, le livre s'efforce de récuser cette thèse pessimiste qui se contente de plaquer hâtivement sur le cas malgache des processus observés dans certains pays d'Afrique.

4

Le propos est donc d'examiner cet État-nation malgache dans ses fondements, ses

manifestations et ses limites actuelles, en se fondant sur une analyse de type géographique. La géographie politique s'avère d'un recours précieux en la matière, puisque nombre de travaux se sont déjà intéressés à la question de l'unité nationale malgache sous l'angle politique, historique ou institutionnel ; on se propose donc ici d'apporter à ces études des éclairages fondés sur la dimension spatiale du fait national à différentes échelles.

5

Après avoir montré qu'un État-nation malgache s'était élaboré sur des bases solides en dépit de leur caractère en partie impérialiste et avait su habilement construire une mythologie nationale à l'instar des États européens au XIX^e siècle, on s'attachera à en examiner les faiblesses réelles, à travers la notion d' « archipel malgache », avant de souligner à quel point l'État-nation malgache semble néanmoins pérenne dans ses structures et dans son organisation spatiale.

UNE CONSTRUCTION NATIONALE EN APPARENCE ANCIENNE ET SOLIDE

LES FONDEMENTS GÉOGRAPHIQUES ET HISTORIQUES DE L'ÉTAT-NATION MALGACHE

6

C'est tout d'abord la dimension territoriale unitaire qui s'impose : l'État malgache coïncide avec un territoire insulaire de taille continentale (plus grand que le territoire français). Cette coïncidence entre l'État et l'île constitue un fondement identitaire très ancien, puisqu'il est en général prêté les propos suivants au grand roi qui a lancé l'unification de l'île à la fin du XVIII^e siècle, Andrianampoinimerina² : « la mer est la limite de ma rizière » (*ny ranomasina no valam-parihiko*), définissant ainsi les limites territoriales du royaume merina et supposant peut-être la connaissance du caractère insulaire du pays³. L'insularité du territoire a depuis lors été érigée en fondement identitaire de Madagascar par les différents régimes politiques. Après l'indépendance du pays, le président de la République Philibert Tsiranana exalte l'insularité pour mieux souder l'unité nationale, d'une part en minimisant les clivages internes (attitude classique dans les jeunes pays indépendants), et d'autre part en insistant sur la différence par rapport au continent africain et souhaitant voir l'île jouer un rôle de pont entre l'Afrique et l'Asie, insistant ainsi sur sa particularité culturelle (Nativel et Rajaonah, 2007).

7

En effet, Madagascar est une île géographique, mais aussi une « île culturelle » comme le relève Pierre Alexandre en rangeant l'Éthiopie et Madagascar dans cette catégorie en Afrique (Alexandre, 1981). Plus encore, plusieurs auteurs évoquent une « civilisation malgache » (Raison, 2000) pour caractériser tant la profonde unité que la très nette singularité culturelle du pays. Si cette notion de civilisation malgache est discutée, notamment car elle a tendance à conduire à surestimer la place des Merina, originaires d'Asie du sud-est et fondateurs du Royaume de Madagascar, dans l'identité malgache, et à minorer celle des autres groupes de population (cf. *infra*, II), elle permet cependant de mettre en évidence des traits communs à l'ensemble de l'île. C'est le cas tout d'abord de la langue : le malgache

(*malagasy*) est parlé sur tout le territoire par la quasi totalité de la population. Il s'agit là d'un phénomène exceptionnel en Afrique subsaharienne, qui s'explique par le caractère insulaire du territoire : l'île a été peuplée tardivement, à partir de l'ère chrétienne, par des vagues migratoires qui se sont métissées, et n'en a plus connu par la suite. Madagascar a donc évolué de manière relativement isolée vis-à-vis de l'extérieur, tandis que les migrations intra-insulaires assuraient la diffusion de la langue sur tout le territoire. Il s'agit d'une langue appartenant à la famille des langues austronésiennes, et enrichie de nombreux apports sanscrits, bantous et arabes. En dépit de variations dialectales, susceptibles d'être accentuées par les locuteurs pour se différencier entre groupes ethniques, il existe une intercompréhension sur tout le territoire malgache. Cette langue a d'abord été transcrite en caractères arabes, sans doute dès le ^{xv}e siècle, puis a été formalisée au ^{xix}e siècle avec une transcription en caractères latins, et la fixation d'une orthographe et d'une grammaire par des missionnaires gallois. La langue malgache s'impose donc avec évidence comme langue nationale après l'indépendance, aux côtés du français, et à partir des années 1970 est menée une politique dite de malgachisation de l'administration et de l'enseignement. La malgachisation s'inscrit dans une optique nationaliste que l'on retrouve sous divers avatars dans d'autres pays africains à la même époque (au Zaïre, en Tanzanie...).

8

La « civilisation malgache » se caractérise enfin par une identité commune à tous les insulaires, certes en proportion variable selon les groupes ethniques. Cette identité malgache se fonde tout d'abord sur des aspects religieux. Plusieurs peuples de l'île partagent en effet des mythes et des rites religieux communs tels que le bain des reliques royales, les pratiques liées aux morts (culte des ancêtres, pratique dite du retournement des morts pour certaines ethnies...) ou encore un rapport très développé à l'ancestralité⁴. Plus largement, l'identité malgache s'incarne dans la conception du territoire considéré comme sacré. L'espace est en effet sacralisé par les ancêtres des vivants, qui sont toujours présents sur les lieux par le biais de leurs tombeaux. Cette présence s'étend de l'échelle locale au pays tout entier : la patrie (*tanindrazana*), c'est la terre des ancêtres tout comme le lieu du tombeau. Ainsi, l'hymne national commence par les paroles suivantes : « *Ry tanindrazanay malala ô !* » (ô terre des ancêtres bien aimée) et évoque dans le refrain « *nosindrazanay* » (notre île-patrie). La notion de *tanindrazana* constitue bien un élément fédérateur national.

9

Ainsi, la nation malgache peut se fonder sur des éléments aussi solides que l'insularité, l'unicité de la langue et un fonds culturel largement partagé. Cependant, « *l'insularité n'est pas une condition naturelle à l'émergence de l'idée de nation* » (Rakontondrabe, 1995, p. 359) comme en témoigne par exemple le cas de l'île de Saint-Domingue. Aussi d'autres facteurs expliquent-ils la construction nationale malgache, qui relève bien également d'un processus historique récent. Au début du ^{xix}e siècle est créé le Royaume de Madagascar, construction politique forgée par le haut, par les souverains merina désireux de s'attirer une légitimité internationale pour mieux contrer de possibles visées européennes sur leur territoire. Ainsi, l'État merina précéda la conscience de l'existence d'une nation et le royaume de

Madagascar fut une construction politique avant que de devenir un fait national, fait très rare en Afrique au XIX^e siècle (Raison-Jourde et Randrianja, 2002). Les années qui suivent cette institutionnalisation se caractérisent par le développement de la conquête militaire merina sur le territoire malgache, qui conduit à la domination sur les deux tiers de l'île. Se mettent alors en place des caractéristiques fondamentales de l'État malgache qui demeurent opératoires aujourd'hui encore : une vision hiérarchique du territoire, une domination des Merina sur les autres ethnies et royaumes et une forte centralisation (voir II). L'État malgache est donc l'héritier direct du Royaume de Madagascar et de sa politique expansionniste au sein de l'île.

LES RAPPORTS AVEC L'ÉTRANGER : LE RENFORCEMENT DE L'UNITÉ NATIONALE

10

Madagascar et les Malgaches entretiennent des rapports très ambigus avec l'étranger, désigné dans la langue par le terme très révélateur d'*andafy*, « outre-mer », tout ce qui est au-delà de l'île. De manière très commune de par le monde, le rapport à l'extérieur constitue une manière de développer le sentiment national tout comme il en est un révélateur.

11

L'identité malgache se construit tout d'abord dans l'affirmation récurrente et prononcée du rejet de tout apport étranger. L'État malgache a par exemple mis en place une conception très étroite de la nationalité, considérée par les juristes internationaux comme l'une des plus restrictive au monde. Par conséquent, le pays abrite des milliers d'apatrides, d'origine indienne principalement, pourtant nés dans le pays de même que leurs parents et grands-parents. Dans un autre domaine, depuis les années 1960, une loi stipule qu'il est interdit aux personnes de nationalité étrangère d'acquérir un terrain dans le pays, ce qui constitue un facteur limitant fortement les investissements étrangers⁵, tandis qu'il conduit à une grande précarité juridique pour les étrangers installés de longue date⁶. Des manifestations de xénophobie, dirigées contre les minorités d'origine étrangère, sont par ailleurs fréquentes : les Indiens font l'objet d'émeutes sporadiques se traduisant par l'incendie et le pillage de leurs avoirs (magasins, usines...), désignées par le terme d'OPK (opération *Karana*, les *Karana* étant les Indiens de Madagascar) ; les Comoriens de la ville de Majunga, principal lieu de concentration de ces étrangers dans le pays, avaient quant à eux été victimes d'un pogrom en 1976. Certaines influences extérieures font l'objet d'un rejet similaire. Les Occidentaux sont jugés responsables d'une acculturation très mal vécue, tout en étant ardemment désirée par les Malgaches. Les rapports à la France en particulier sont très ambigus, ce que l'héritage colonial ne suffit à expliquer. La presse se fait souvent l'écho de réticences envers les influences occidentales (consommation, rapports familiaux, individualisme...) et certains chroniqueurs publient des diatribes hostiles à l'étranger et à la France. Dans ce contexte, on comprend aisément la fascination ancienne d'intellectuels malgaches pour le Japon, pays pris comme modèle en raison de sa réussite économique corrélée à une préservation de son identité et qui présente de nombreux points communs avec Madagascar : l'insularité, une culture unique, un pays jadis rural, un fort sentiment national, le rôle d'une royauté éclairée... (Esoavelomandroso F., 1988).

Néanmoins, il serait réducteur de ne considérer que cette composante crispée envers l'étranger de l'identité nationale malgache : à l'inverse, la civilisation malgache s'est construite en incorporant de multiples influences extérieures, qui sont, sinon valorisées, du moins parfaitement acceptées. C'est le cas dans des domaines relevant de la vie quotidienne comme dans les arts. Ainsi, la cuisine malgache citadine incorpore de nombreux apports d'origine créole et chinoise comme la coriandre, le gingembre, voire certains plats chinois qui ont été véritablement autochtonisés. Dans le domaine musical également on constate la « *profondeur de l'indigénisation des apports étrangers* » (Mallet, 2007). Ainsi, une musique issue du Nord de l'île, le *salegy*, s'est diffusée dans les grandes villes et dans la capitale, y rencontrant un franc succès, et est devenue une musique très populaire, considérée comme une représentante de la musique malgache en Occident dans la catégorie *world music*.

« LA CRÉATION DE L'IDENTITÉ NATIONALE MALGACHE »7

Dans son ouvrage qui a fait date sur l'étude du fait national, l'historienne Anne-Marie Thiesse propose avec humour la notion de « *check-list identitaire* » que devrait suivre toute nation désireuse de fonder sa légitimité internationale (Thiesse, 2001, p. 14). La grille de lecture proposée pour les nations européennes s'avère éclairante pour notre cas, Madagascar s'étant doté des « *nombreux éléments matériels et symboliques que doit présenter une nation digne de ce nom* » (*ibid.*, p. 13) figurant dans le « *kit* » de la fabrication de la mythologie nationale.

Madagascar disposait déjà d'atouts incontestables en la matière : un territoire aisément identifiable, une langue et une culture communes. Ces éléments ont dès lors été érigés en fondements identitaires de la nation après son indépendance. Madagascar promeut ainsi un « *paysage national* », celui des rizières. Cela lui permet à la fois d'affirmer sa singularité par rapport à l'Afrique et de fédérer tous les peuples de l'île car la riziculture est présente presque partout, même si elle est plus développée et plus sophistiquée sur les hautes terres. Qui plus est, le riz constitue un formidable élément identitaire, puisque la plupart des Malgaches en consomment à chaque repas⁸. Seules quelques populations périphériques ne consomment pas de riz mais du maïs. Second sur la liste, le zébu fait aussi partie du paysage national car cet animal est également un fondement de l'identité malgache, tant il sert avant tout de placement financier et de moyen d'affirmer son prestige social. Zébus (véritables héros nationaux, « *vaches nationales* ») et rizières figurent donc en bonne place sur les billets de banque nationaux comme sur les timbres-poste.

Madagascar a également érigé sa nature au rang de patrimoine non seulement national mais aussi mondial, utilisant habilement une sensibilité politique internationale en plein essor : l'idéologie de la conservation de la biodiversité, qui rencontre opportunément les objectifs de la construction nationale malgache. En effet, l'État malgache a orienté sa politique envers l'étranger en présentant le pays

comme un sanctuaire de la nature tropicale à préserver à tout prix. Ainsi dans les années 1990, le président proclame Madagascar « République humaniste et écologique », tandis que son successeur choisit le slogan « Madagascar naturellement ». Ces discours permettent de faire oublier tout à la fois les considérables difficultés économiques et sociales d'un des pays les plus pauvres du monde, de se voir accorder des financements conséquents de la part des bailleurs de fonds en échange de la mise en place d'une politique environnementale et de promouvoir l'image d'un pays soucieux de la préservation de la nature alors même que la déforestation y est l'une des plus rapides au monde (Cormier-Salem, Hujé-Beaulaton et Boutrais, 2002).

16

Dans ce contexte, la promotion du pays valorise abondamment divers éléments soigneusement sélectionnés, à commencer par le lémurien, érigé au rang d'« *animal national* » (tel le springbok en Afrique du Sud), les baobabs, dont l'image de l'allée située dans l'ouest du pays a été utilisée dans de multiples images promotionnelles – alors même que ce paysage est issu d'une longue déforestation, où seuls les baobabs n'ont pas été coupés ! -, ou encore le *ravenala madagascariensis*, nom local de l'arbre du voyageur, institué en symbole visuel du pays : le *ravenala* est l'emblème et le logo de la compagnie aérienne nationale, de nombreux hôtels, de l'office du tourisme... Enfin, les orchidées, nombreuses et endémiques à Madagascar, sont également promues en tant qu'« *ambassadrices de la biodiversité* » comme le proclame une exposition destinée au grand public en France⁹. La nature malgache est donc érigée au rang de « *nature nationale* » selon un processus qu'analyse A.-M. Thiesse en Europe.

17

Au-delà de la patrimonialisation de la nature au service de la gloire de la nation, Madagascar s'est également doté de tous les attributs d'un roman national. Celui-ci revêt de multiples aspects, qui ne seront pas tous étudiés ici : évoquons par exemple la valorisation du folklore dit traditionnel¹⁰ avec les troupes de chanteurs et danseurs populaires, les *Hira Gasy*, qui incarnent bien la valorisation de la culture populaire caractéristique de la construction d'une identité nationale, ou encore la légende dorée qui entoure le roi Andrianampoinimerina, véritable héros national. On s'arrêtera seulement sur un autre épisode du roman national malgache, celui de l'insurrection populaire de 1947 contre la présence française, car il joue un rôle important, bien que très ambigu, dans la construction de l'identité nationale malgache. Des historiens (Raison-Jourde, 1997, Frémigacci, 2002) ont montré que cette insurrection, qui s'apparentait pour l'essentiel à une jacquerie paysanne, avait été érigée au rang de révolte nationale contre la colonisation, alors même que les événements de 1947 ont révélé de profondes divisions au sein de la société malgache (avec notamment des massacres entre Malgaches), toujours douloureuses aujourd'hui. Autrement dit, pour les Malgaches, 1947 est un épisode qui n'est nullement fédérateur, voire qui est source de divisions, tandis que les régimes politiques, notamment celui de Didier Ratsiraka lors de la commémoration de 1997, l'ont valorisé pour lui faire incarner l'unité nationale face à la domination étrangère. La mémoire de ces événements est donc extrêmement ambiguë et les historiens considèrent désormais que 1947 a fait l'objet d'une instrumentalisation tardive

(seulement à partir de 1987) au service de la construction nationale : J. Frémigacci explique qu'il fallait à Madagascar une guerre de libération nationale comme d'autres pays africains et que 1947 a commodément servi cet objectif, alors même que l'épisode a en réalité renforcé « *le cloisonnement identitaire et le ressentiment entre les ethnies* » (Frémigacci, p. 317).

18

Enfin, la nation malgache dispose d'une capitale, et non des moindres, puisque Tananarive est une ville pluriséculaire, capitale du royaume merina au moins depuis le xvii^e siècle et jamais déchu de son statut politique (Fournet-Guérin, 2007) : il s'agit là d'une « capitale matricielle » (Marguerat, 1991), rare en Afrique. C'est à partir de la reconquête de Tananarive que le roi Andrianampoinimerina (1787-1810) entreprend la construction de son royaume par son expansion territoriale, politique poursuivie tout au long du xix^e siècle par le Royaume de Madagascar (son fils Radama I^{er} était un fervent admirateur de Napoléon). Les Français maintiennent Tananarive dans son statut de capitale, alors qu'elle est située à l'intérieur des terres et qu'elle représente un lieu sacré de par la présence des tombeaux des rois. Le jeune État malgache indépendant confirme ensuite le choix de la ville comme capitale. Ainsi, la pérennité de sa capitale à l'intérieur des terres, jamais remise en cause depuis le xviii^e siècle, conforte l'idée d'un État malgache solide.

19

Tananarive endosse apparemment bien son rôle de capitale nationale à part entière : la célébration de la fête de l'indépendance le 26 juin y est ostentatoire ; tout événement politique d'importance s'y déroule, dans des lieux éminemment symboliques connus dans toute l'île : le stade de Mahamasina, sur l'emplacement même d'une esplanade sacrée à l'époque royale, l'avenue de l'Indépendance et sa place dite du 13 Mai¹¹ ; enfin, c'est la capitale d'un État historiquement très centralisé, en dépit d'une décentralisation partielle et très récente. Plus encore, la ville a été fondée à partir du palais royal, le Rova, également nécropole royale : il s'agit là d'un centre sacré, connu dans tout le pays et incarnant la monarchie merina. Le Rova fait l'objet de multiples représentations diffusées dans toute l'île. Mais ce palais a été victime en 1995 d'un incendie qui a conduit à sa destruction presque totale. Ce traumatisme majeur a alors conduit à de violents débats entre Malgaches et a attisé les antagonismes ethniques : les Merina ont accusé les Côtiers d'être à l'origine de l'incendie, tandis que ces derniers récusent ce symbole, considérant qu'il ne représente que la nation merina (Frémigacci, 1999).

20

Cette question éminemment symbolique du statut du Rova illustre ainsi les fragilités de l'unité nationale malgache : Tananarive semble en fait loin d'incarner la nation tout entière, contrairement aux discours officiels. L'ambiguïté du statut de la capitale nationale conduit à examiner les remises en cause de l'unité nationale.

LES REMISES EN CAUSE DE L'UNITE NATIONALE :

« L'ARCHIPEL MALGACHE »

1- DES ÉLÉMENTS DE FRAGILISATION DE L'UNITÉ NATIONALE

De très nombreux travaux soulignent le développement des clivages internes à la nation malgache depuis les années 1980 (Raison-Jourde et Randrianja, Rakotondrabe, Esoavelomandroso, Peyrusaubes *et alii*). Ils insistent tout d'abord sur la montée des clivages dits interethniques. De manière classique en Afrique, la période suivant l'indépendance s'était traduite par la valorisation de l'unité nationale par le pouvoir politique, tandis que les décennies ultérieures ont vu le délitement de ces arguments unitaires. Madagascar connaît ainsi un développement de l'ethnonationalisme, qui s'exprime par le biais de certains organes de presse, dans les universités, sur les forums Internet animés notamment par la diaspora (Dumont, 1998), et bien sûr dans le domaine politique. C'est en particulier l'antagonisme entre Merina et Côtiers qui se développe (voir *infra*, 2), mais des travaux relatent également des heurts entre étudiants de différentes ethnies se déroulant sur les campus universitaires pluriethniques. Parallèlement, tous insistent sur l'échec de l'intégration nationale réalisée à partir du projet merina au XIX^e siècle. M. Esoavelomandroso (1995) souligne par exemple qu'il n'existe pas de partis politiques à vocation nationale. S. Randrianja (2002) étudie les stéréotypes ethniques dans deux journaux à tonalité nettement ethnonationaliste, présentés comme « *deux exemples de reconstruction identitaire ethnique* » (*ibid.*, p. 341). Tous insistent sur l'absence de citoyenneté ressentie par les Malgaches : « *le sentiment national reste un leurre dans son intériorisation* » (*ibid.*, p. 411). Au-delà de ces analyses déjà bien documentées, on se concentrera ici sur la dimension spatiale de ces remises en cause, à travers l'examen de la crise politique de 2002 d'une part, et le cas de Tananarive d'autre part.

La crise de 2002, consécutive à une longue contestation du résultat des élections présidentielles par Marc Ravalomanana à l'encontre du président sortant Didier Ratsiraka, a conduit de nombreux observateurs à s'inquiéter d'une possible désagrégation de Madagascar, aussi bien dans la presse que chez certains chercheurs. Plusieurs éléments géographiques ont pu accréditer cette hypothèse durant les premiers mois de 2002 : l'État malgache était alors organisé en six provinces et cinq d'entre elles, dites « côtières », se sont fugacement alliées, ont proclamé une sécession unilatérale, ont proposé une organisation politique fédérale et se sont choisis comme capitale le port de Tamatave, situé sur la côte Est. La province de Tananarive, l'Imerina, se trouvait par contrecoup *de facto* enclavée et encerclée sur le plan politique. L'installation de barrages sur les principales routes divergeant depuis la capitale confortait le dispositif sur le plan territorial, tandis que de nombreux ponts sur ces routes nationales étaient dynamités (Raison, 2002). Ainsi, spatialement, l'Imerina était enclavée et entourée de régions politiquement hostiles. Dans les provinces côtières, des exactions visèrent les Merina installés de longue date, tandis que les médias audiovisuels émettant depuis la capitale n'étaient plus reçus. Ce blocus de l'Imerina s'est traduit durant quelques mois par des pénuries très importantes, en produits alimentaires ou en carburant par exemple. Bien que l'issue de cette crise ait été le maintien de l'intégrité territoriale de Madagascar, des éléments centrifuges importants s'étaient manifestés à cette occasion, témoignant des fragilités de l'État-nation malgache. Les débats sur la capitale – on pourrait presque parler de « question de

Tananarive », à l'instar de la question romaine - confortent l'existence de ces failles.

23

Une étude de la géographie du pouvoir dans la capitale malgache fait tout d'abord apparaître une surprenante discrétion : Tananarive semble être une capitale cachée. On constate un très faible marquage monumental de l'architecture du pouvoir à Tananarive, à commencer par le palais présidentiel : dans les années 1970, l'ancien président Didier Ratsiraka a fait ériger à une dizaine de kilomètres au sud de la ville, à Iavoloha, un immense palais à l'architecture ostentatoire, isolé, éloigné de la route et très protégé, signalant par là sa peur de la capitale. Les Tananariviens le surnomment ironiquement le « bunker ». Marc Ravalomanana avait quant à lui choisi de s'installer en pleine ville, dans l'ancien palais du gouverneur de France à l'époque coloniale, tout en continuant à exercer des fonctions à Iavoloha. L'existence de ce palais situé en dehors de la ville pose des problèmes symboliques d'affirmation du pouvoir : le chef de l'État est souvent en périphérie, hors la ville. Les autres bâtiments du pouvoir se singularisent également par leur caractère spatialement dérobé. Ainsi, l'Assemblée nationale est installée dans un bâtiment moderne sans grand caractère, dans un quartier périphérique. Le Sénat, nouvelle institution créée en 2001, a été provisoirement installé dans un immeuble destiné à l'origine à accueillir une galerie commerciale : il est pour le moins étonnant que le pouvoir n'ait pas saisi l'occasion de marquer de son empreinte la construction d'un nouveau bâtiment d'une institution au rôle important et d'envergure nationale. Les ministères, quant à eux, sont disséminés en périphérie, ou concentrés dans le quartier récent d'Anosy, qui n'était jusqu'à l'indépendance que rizières et marécages. Il s'agit d'un quartier à vocation exclusivement administrative, d'architecture moderne, ambitieux dans sa conception, qui n'entre pourtant pas dans les représentations des Tananariviens : il ne symbolise pas le pouvoir, n'est presque jamais cité en tant que centre-ville.

24

Tananarive semble ainsi souffrir d'un déficit de visibilité des bâtiments du pouvoir, ce qui est déroutant pour les Malgaches habitués historiquement à une association visuelle entre le pouvoir et son lieu d'exercice (comme l'incarne le palais du Rova au sommet de la colline) : le palais de Iavoloha est isolé et se dérobe à la vue, l'Assemblée nationale est dissimulée dans la verdure du parc zoologique, le Sénat ressemble à une salle de conférences, la Haute Cour Constitutionnelle s'est installée dans une grande bâtisse située dans le creux ombragé d'une colline... Alors que toute architecture et tout choix d'un lieu font sens à Madagascar, les lieux du pouvoir se dérobent singulièrement à cette logique. Cette faible inscription visuelle des institutions nationales dans la capitale pourrait bien traduire la faiblesse de son statut national. En particulier, il n'existe à Tananarive aucun monument construit après l'indépendance auxquels les Malgaches dans leur ensemble pourraient s'identifier. Il y a donc un défaut manifeste de visibilité du pouvoir national à Tananarive, alors que celui-ci bénéficie d'une visibilité beaucoup plus marquée dans les principales villes de province, comme Majunga, Tamatave ou Tuléar, où de grands bâtiments ont été construits en plein centre. C'est dans ces villes que la plupart des investissements en la matière ont été réalisés, comme si l'État avait tenu à ne pas trop favoriser Tananarive et à ne pas trop mettre en valeur sa

fonction de capitale nationale. L'État n'aurait pas souhaité promouvoir l'image arrogante d'une capitale déjà mal perçue en province.

25

Tananarive est en effet mal acceptée en tant que capitale par les autres régions de l'île. Les habitants s'imaginent ainsi, par exemple, que la capitale concentre les richesses et est une ville bien dotée, favorisée par le pouvoir, riche et avenante. Sa remarquable homogénéité ethnique suscite aussi la méfiance de la part des côtiers qui craignent – souvent à juste titre – d'y être mal considérés : Tananarive compte en effet près de 90 % de Merina, ce qui constitue un cas exceptionnel en Afrique. De ce fait, on comprend mieux certaines initiatives qui visent à dénier à Tananarive son statut de capitale : tout comme il existe une « haine » de la capitale française et un « fédéralisme anti-Paris » (Corbin, 1986), Tananarive fait l'objet de campagnes de dénigrement. Diverses idées circulent, visant à remettre en cause la hiérarchie de l'organisation territoriale du pays. Ainsi, les détracteurs de la capitale et du pouvoir merina en général préconisent, à coups d'articles de presse, le transfert de la capitale de l'Imerina à Antsirabe, ville des hautes terres située à 150 km au sud. Cette proposition constitue une véritable provocation : il s'agit de proposer, comme capitale de la région historique, une ville créée par les Français, de plan et d'architecture purement coloniaux, et de surcroît située en périphérie méridionale de la province. Un des chantres de la mérinité, un chroniqueur connu, réagit avec véhémence à cette proposition, dans un article qui résume bien toutes les composantes de la pensée territoriale merina :

« Il n'y a pas si longtemps, quelqu'un proposa Antsirabe comme capitale de l'Imerina. Antsirabe est certes une belle ville, mais de conception manifestement étrangère (...). L'histoire de l'Imerina est articulée autour des rites accomplis sur les douze collines sacrées, au nombre desquelles on ne compte pas Antsirabe. Proposer une translation de la capitale merina ailleurs que (...) sur une des douze collines, c'est un divorce avec tous les repères qui firent l'Imerina (...). C'est un séisme qui ébranle le Rova de chacune des douze collines (...). C'est une conspiration qui décapite les collines pour les jeter en remblais dans le Betsimitatatra... »**12**.

26

Il semble donc bien que « *le poids de l'histoire limite la vocation nationale de Tananarive* »**13**, et ce de manière très forte, si bien qu'on peut s'interroger sur le statut même de capitale pour la ville. Tananarive ne serait-elle pas plutôt la capitale souhaitée par les seuls Merina ?

27

Il existe tout d'abord un courant hostile à l'État-nation, qui prône le déplacement de la capitale nationale de Madagascar à Antsirabe. Les partisans de cette idée sont de fervents défenseurs de la mérinité, qui considèrent que Tananarive n'a que faire d'un rôle national, et qu'elle devrait se cantonner au rôle de capitale de l'Imerina. Il s'agit là d'une vision radicale et passéiste de l'organisation territoriale, qui vise à débarrasser l'Imerina et Tananarive de toute forme de lien politique avec le reste du pays, mais qui ne recueille toutefois qu'une audience marginale**14**.

28

Plus significative est la promotion du site d'Ambohimanga. Ambohimanga est un

petit village, qui abrite un *rova*, situé à une vingtaine de kilomètres au nord-est de Tananarive. Ce lieu, en apparence modeste, est en fait l'endroit d'où le roi Andrianampoinimerina est parti en 1794 pour reconquérir la ville de Tananarive, tombée aux mains de princes rivaux. Ambohimanga constitue donc le point de départ de la restauration de l'unité merina sur l'ensemble du territoire historique de la région, ainsi que celui de la conquête d'une partie du pays. L'expansionnisme merina trouve ainsi ici son origine géographique, mais aussi politique, légitimé par un mythe soigneusement entretenu. La colline d'Ambohimanga est sacrée, au même titre que l'enceinte du Rova à Tananarive, car elle abrite les tombeaux de souverains de l'Imerina (Raison et Nativel, 1999). Or depuis quelques années, le site d'Ambohimanga fait l'objet de soins particuliers et se trouve au cœur d'enjeux politiques considérables. Des associations de familles nobles y tiennent des réunions, le nouvel an traditionnel merina, l'*Alahamadibe*, y a été célébré avec faste en 1994, des cultes traditionnels s'y déroulent. Significativement, c'est depuis l'incendie du Rova en 1995 qu'Ambohimanga reprend de l'importance dans l'imaginaire merina. Il existe ainsi un processus de patrimonialisation identitaire autour d'Ambohimanga, qui s'exprime notamment à travers l'énergie dépensée pour inscrire le site au patrimoine mondial de l'humanité de l'UNESCO : le très actif lobbying merina a été couronné de succès en 2001 avec la labellisation par l'institution onusienne.

29

En effet, chez certains idéologues merina, l'idée qu'Ambohimanga est la seule véritable capitale de l'Imerina, et donc de Madagascar, fait son chemin. Tananarive aurait perdu son aura avec l'incendie du Rova, et désormais seule Ambohimanga pourrait prétendre au rang de capitale; dépositaire d'une identité merina immuable, elle incarne l'image rassurante d'un passé idéalisé et figé. Ambohimanga serait ainsi seule légitime pour remplir le rôle de capitale. Cette idée demeure certes circonscrite à un petit cercle d'intellectuels merina, mais elle est toutefois révélatrice d'un courant de pensée qui dénie à Tananarive sa vocation nationale. Elle se fonde sur une vision tournée exclusivement sur le passé précolonial, niant toutes les évolutions politiques et sociales qu'a connues le pays depuis le début du XIX^e siècle. Il est alors d'autant plus révélateur de lire sur le site Internet de l'Unesco une présentation d'Ambohimanga en tant que patrimoine national¹⁵ : l'exaltation du caractère malgache de ce site incarnant l'identité merina constitue bien un contresens total, qui s'explique sans nul doute par une habile manœuvre des promoteurs merina du projet : ériger Ambohimanga au rang de patrimoine national permettait une légitimation facile aux yeux de l'Unesco. Il eût été beaucoup plus malaisé de faire inscrire un site incarnant un ethnonationalisme virulent et porteur d'une identité merina exclusive et crispée !

LES FACTEURS GÉOGRAPHIQUES DE LA REMISE EN CAUSE DE L'UNITÉ NATIONALE

30

Depuis les années 1970, Madagascar a connu une très grave dégradation économique et sociale, due pour l'essentiel à des choix politiques désastreux sous la présidence de Didier Ratsiraka, qui a « *peu d'équivalents hors des pays démembrés par les guerres civiles* » (Raison, 2000, p. 19). La dimension géographique de cette crise peut constituer un élément explicatif de la remise en cause de l'unité nationale

malgache.

31

En effet, depuis trente ans, les liens entre populations à l'intérieur de l'île ont eu tendance à se réduire, en raison de l'effondrement du pouvoir d'achat des Malgaches. Ce processus revêt diverses formes : restriction des mobilités, recul de la diffusion en province de la presse nationale, enclavement accru de nombreuses régions en raison de la dégradation prononcée du réseau routier malgache – parfois favorisée par des potentats locaux tirant profit de la situation d'enclavement –, hausse spectaculaire du coût des transports publics... En particulier, l'évolution du réseau routier alimente la métaphore de la vision du territoire malgache comme un archipel (Raison, 2000). Un géographe propose ainsi une anamorphose de l'île considérée comme un archipel à partir du réseau routier réel (Schweitzer, 2006) : des routes praticables dans les années 1960 ne le sont plus aujourd'hui, de nombreux bacs permettant le franchissement des cours d'eau ont disparu ; le plus court chemin pour rallier deux localités est rarement la route directe, et il convient souvent d'effectuer un détour qui peut atteindre des centaines de kilomètres.

32

Certains chercheurs attribuent à ces phénomènes la montée d'une méconnaissance croissante entre populations régionales (Esoavelomandroso, 1995). De même, de manière classique, la paupérisation généralisée dans la société attise la compétition pour les postes administratifs, donc entre ethnies. La tension interethnique est largement alimentée par le très difficile contexte économique. M. Esoavelomandroso explique ainsi que « *les régions périphériques nourrissent la rancœur à l'encontre de Tananarive* » (*ibid.*, p. 348), accusée de piller et de détourner les ressources des provinces à son profit. Une telle perception est alimentée par le fait que les hautes terres participent à plus de 70 % au PIB malgache¹⁶. Une autre dimension de la fragilité de l'État-nation malgache se dessine derrière ces propos : l'analyse en termes de centre/périphérie, qui s'avère éclairante pour notre propos.

33

L'analyse du territoire malgache en termes de centre-périphérie permet de rendre compte de nombreuses réalités du fonctionnement spatial et identitaire du pays. Cette construction dichotomique de la réalité, mais aussi de l'imaginaire national, remonte au XIX^e siècle, lorsque la domination merina prend des formes visant nettement à asseoir son pouvoir : service militaire obligatoire, scolarisation primaire généralisée, mise en place d'une lourde administration tatillonne qui multiplie les mesures vexatoires à l'encontre des peuples dominés : « *Si la monarchie merina a su mettre en place depuis Radama Ier un véritable État centralisé (armée et appareil administratif), par contre elle n'a jamais pu insuffler une idéologie nationale aux différentes populations de l'île car entre autres, les clivages sociaux et de statuts induits par sa domination étaient trop accentués (fiscalité, corvée, travail servile). (...) Le Royaume de Madagascar n'est pas à proprement parler un État-nation* » (Rakotondrabe, *ibid.*, p. 361). D. Bois confirme : « *Il n'existe pas de politique d'assimilation. Absents de l'armée comme de l'administration, les peuples non merina sont considérés comme des inférieurs* » (Bois, *ibid.*, p. 99). L'historien anglais G. Campbell évoque alors un « *empire merina* » (Campbell, 2005).

L'hégémonie merina prend ainsi corps à cette époque, même si le Royaume de Madagascar n'est parvenu qu'à conquérir que les deux tiers de l'île, certains royaumes périphériques demeurant insoumis. Elle se traduit de multiples manières. Le recours à l'étymologie s'avère éclairant tout d'abord : Imerina, construit à partir du mot *manerina*, signifie « seul le soleil les domine » ; les Merina sont également désignés dans toute l'île par la périphrase – souvent dévalorisante de la part des non Merina – d'*ambaniandro*, « ceux qui sont sous le soleil », tandis que les Merina affublent aujourd'hui encore les non Merina du terme péjoratif et très répandu d'*ambaniravinkazo* (« ceux qui sont sous les feuilles »). Se mettent alors en place plusieurs couples marquant la hiérarchie, spatiale, ethnique et politique : en haut/en bas, centre/périphérie, Merina/Côtiers, terme diffusé à l'époque coloniale et qui désigne de manière très vague les non Merina. Se construit une « *perception hiérarchisante des territoires constituant le royaume, qui établit la prééminence de l'Imerina au détriment des côtes* » (Bois, 2002, p. 101).

Cette hiérarchie, décelable dans de nombreux indicateurs, perdue au XX^e siècle : les régions non merina accusent aujourd'hui encore un sévère retard en matière d'alphabétisation. Le premier lycée en dehors de la capitale dans les régions côtières n'a ouvert qu'en 1954, à Tamatave. Les équipements sanitaires, culturels ou encore de transports publics y sont particulièrement défectueux. Dans le domaine politique, c'est toujours à Tananarive qu'est éditée la presse nationale, tandis que la presse régionale est négligeable. L'opinion publique se construit dans la capitale, ce qui conduit les habitants des autres régions à se sentir fortement marginalisés et déniés dans leur citoyenneté. Les régions périphériques développent un sentiment de délaissement, qui se traduit dans l'expression très révélatrice de *tany lavitra andriana*, « les terres loin du prince » (Peyrusaubes, Rakoto et Thibaud, 2005). La différence de niveau de développement entre les hautes terres et le reste de l'île est patent : les indicateurs en témoignent (grand hiatus entre les IDH régionaux) et les auteurs précités évoquent le « *mur du développement* » qui séparerait les hautes terres du reste du pays.

Dans le domaine culturel, un rapide examen de la musique comme marqueur ethno-identitaire illustre le même phénomène. L'ethnomusicologue J. Mallet évoque le développement du *tsapiky* comme musique identitaire dans la région de Tuléar, constituée dans les années 1980 en réaction à la domination de la musique merina et par rapport à des références africaines valorisées. Le *tsapiky* est ainsi considéré comme une musique régionale en opposition aux rythmes merina : « *Les gens de Tuléar (...) ils n'aiment pas les musiques des hauts plateaux, ils aiment les musiques de l'Afrique, les musiques qui bougent* » rapporte Mallet (p. 476). Il replace cet essor du *tsapiky* dans une perspective plus large qui corrobore notre propos : « *dans une conjoncture de crise où la politique de l'État-nation peine à unifier le pays autour d'un projet cohérent, se développent des processus d'acculturation qui font sens à l'échelle régionale* » (*ibid.*, p. 470).

Les exemples pourraient être multipliés ; tous mettraient en évidence le même

phénomène qui se traduit dans les perceptions des Malgaches : celui d'une distorsion considérable entre le centre économique et politique (les hautes terres autour de Tananarive) et les périphéries dans toutes les acceptions du terme. Cette distorsion permet à chacun d'entretenir du ressentiment, un sentiment de victimisation et d'alimenter des discours niant l'unité nationale. Pourtant, l'analyse géographique conduit à nuancer cette vision dichotomique du territoire et à relativiser l'organisation en termes de centre-périphérie.

LA PERENNITE DE L'ÉTAT-NATION MALGACHE : LE ROLE D'UNE FORTE INTEGRATION GEOGRAPHIQUE ?

38

En dépit des discours alarmistes, l'hypothèse d'une explosion politique de Madagascar ne s'est pas confirmée en 2002 et « l'opposition Côtiers/Merina ne s'est nullement révélée opérationnelle, malgré les penchants tribalistes de quelques enseignants des universités côtières et l'arrogance de certains cénacles merina convaincus de leur supériorité malaise » (Raison, 2002). Plusieurs éléments relevant de l'analyse géographique confirment ces nuances et attestent de la solidité territoriale de l'État malgache.

39

Tout d'abord, l'hypothèse d'une sécession des régions côtières d'un côté et de l'Imerina de l'autre, agités par des factions politiques, ne résiste pas à l'analyse. D'une part les régions côtières ne sont nullement solidaires économiquement et spatialement. Pour se rendre de l'une à l'autre, il faut impérativement passer par Tananarive, car le réseau routier a été construit en étoile autour de la capitale, alors même que l'essentiel du trafic de marchandises dans le pays s'effectue par voie routière. Qui plus est, la vie littorale est très restreinte sur les régions périphériques, les ports y ont une activité très limitée. Trois géographes soulignent bien le paradoxe de cette île qui ne connaît pour ainsi dire pas de processus de littoralisation de l'économie (Peyruzaubes, Rakoto et Thibaud, 2005). D'autre part, la situation de l'Imerina indépendante ne serait pas plus viable : cœur économique du pays, toutes les routes nationales en partent et y convergent, tandis que toutes les importations du pays débarquent à Tamatave avant d'être acheminées dans la capitale et redistribuées dans tout le pays. C'est le cas des produits pétroliers, de tous les intrants industriels et des produits alimentaires et manufacturés. Une Imerina indépendante n'aurait donc aucun sens géographique, tant la région est enclavée. De manière significative, les nationalistes merina ne réclament pas l'indépendance de leur province, mais une confédération d'États. L'intégration géographique très forte du territoire malgache rendrait donc très difficile toute partition.

40

Plus encore, le président sorti vainqueur de la crise politique de 2002 a lancé une très ambitieuse politique de développement du réseau routier, faisant de cet objectif une priorité nationale. De manière explicite, il s'agit bien de développer l'intégration territoriale du pays, qui avait considérablement régressé au cours des décennies précédentes. Des routes nationales sont ainsi reconstruites dans toute l'île, y

compris des routes transversales et en périphérie (comme celles partant de Tamatave vers le nord) : ce ne sont pas les hautes terres qui sont favorisées et le projet revêt véritablement une dimension nationale.

41

L'examen des mobilités intra-insulaires conduit également à relativiser les discours trop manichéens opposant Merina et côtiers. En effet, la réalité de l'île est très éloignée de celle d'une coïncidence entre territoires et ethnies, alors qu'il existe de très importants brassages de population. Aucune région n'est homogène ethniquement et dans chacune se trouvent des originaires de toute l'île. En particulier, les grandes villes littorales se caractérisent par leur pluriethnicité. Des Merina y résident également en proportion non négligeable. En particulier, il existe une confusion entre la présence de groupes ethniques sur un territoire et des constructions politiques anciennes, qui fédèrent en fait plusieurs ethnies : c'est le cas du royaume dit sakalava, puissant au XVIII^e siècle, situé dans l'ouest du pays et abusivement assimilé à l'ethnie sakalava aujourd'hui encore. Plus largement, la quête de ressources financières a conduit au développement des migrations intra-insulaires, par exemple vers les zones d'exploitation de pierres précieuses ou de culture des crevettes.

42

Il est donc tout à fait abusif d'assimiler hâtivement un territoire régional à une ethnie et par conséquent à des comportements électoraux par exemple. C'est bien là la clef de l'échec des tentatives de division en 2002 ainsi que d'une lecture ethno-territoriale des résultats électoraux. La géographie électorale de l'île dément toute ethnicisation des votes (*Politique africaine*, 2002).

43

L'identité ethnique relève bien davantage de faits culturels que territoriaux. De nombreux Malgaches reprochent au pouvoir colonial d'avoir contribué à figer spatialement la notion d'ethnies, alors même que la mobilité est une pratique très ancienne au sein de l'île tout entière et qu'il est possible de changer d'ethnie au cours de son existence. Quant à la dénomination coloniale de « Côtiers », elle s'avère rapidement inopérante quand on constate notamment que la plupart desdits Côtiers habitent à des centaines de kilomètres de la mer ! La dénomination doit alors davantage s'interpréter en termes de « non merina » et selon une grille de lecture politique et non d'abord ethnique.

44

On est bien à Madagascar en présence d'une construction nationale solide et pérenne, originale dans le contexte africain, et dont les remises en cause semblent davantage être le signe de crises économiques profondes que celui d'une contestation de fond. En dépit des divisions internes aux Malgaches, réelles et souvent vives, elles ne suffisent pas à prédire un éclatement territorial et politique en fonction de critères ethniques, cela même si les élites merina sont parvenues, de par leur position dominante depuis le XIX^e siècle, à accréditer l'idée que l'île tout entière adhère à sa vision de l'État-nation : il s'agit là d'une conception extensive voire abusive de celui-ci, l'État-nation malgache étant avant tout merina (Raison-Jourde, 1991). Ces réserves importantes formulées, l'étude du cas de Madagascar

considéré en tant qu'État-nation, en dépit de ses faiblesses originelles et actuelles, permet ainsi de déjouer les discours afro-pessimistes qui voient dans toute tension politique des conflits ethniques en germe et ceux qui visent à vouer à l'échec toute construction politique issue de la décolonisation. Les événements politiques de 2009 confirment ces analyses : il s'agit d'une lutte pour le contrôle du pouvoir, menée entre deux Merina, dans laquelle les arguments ethniques ne se sont pas manifestés et n'ont pas été instrumentalisés. Même confronté à une violente fragilisation de ses institutions, Madagascar n'est en rien un *Failed State* et encore moins un *Collapse State* (Zartman, 1995) comme il en existe en Afrique.

Haut de page

BIBLIOGRAPHIE

ALEXANDRE P., 1981, *Les Africains. Initiation à une longue histoire et à de vieilles civilisations, de l'aube de l'humanité au début de la colonisation*, Paris, Lidis, p. 417-457

ANDERSON B., 1996, *L'imaginaire national. Réflexions sur l'essor et l'origine du nationalisme*, Paris, La Découverte

BALLARIN M.-P., 2000, *Les reliques royales à Madagascar : source de légitimation et enjeu de pouvoir (xviii^e-xx^e siècle)*, Paris, Karthala

BLANC-PAMARD C. & RAKOTO-RAMIARANTSOA H., 2003 : « Madagascar : les enjeux environnementaux », in LESOURD M. (dir.), *L'Afrique, défis et vulnérabilité*, Paris, Editions du Temps, p. 354-376

BOIS D., 2002, « Empire merina, royaume malgache », in RAISON-JOURDE F. & RANDRIANJA S. (dir.), *La nation malgache au défi de l'ethnicité*, Paris, Karthala, p. 93-106

CAMPBELL G., 2005, *An Economic History of Imperial Madagascar, 1750-1895: the Rise and Fall of an Island Empire*, Cambridge, Cambridge University Press

CORBIN A., 1986, « Paris-Province », in NORA P. (dir.), *Les Lieux de mémoire*, Paris, Gallimard, vol. 2, p. 2851-2888

CORMIER-SALEM M.-C., JUHE-BEAULATON D. & BOUTRAIS J., 2002, *Patrimonialiser la nature tropicale*, Paris, IRD éditions

DUMONT D., 1998, *Rapports interethniques et construction nationale à Madagascar (xix^e-xx^e siècles)*, communication à la Table ronde des 4 et 5 décembre 1998, laboratoire SEDET, Université Paris VII. URL : <http://www-irma.u-strasbg.fr/~dumont/tr1.html>, consulté le 5 avril 2009.

ESOAVELOMANDROSO M., 1995, « Classe politique et sous-développement à Madagascar (1958-1993). Les mirages d'une démocratie consensuelle », in ESOAVELOMANDROSO M. & FELTZ G. (dir.), *Démocratie et développement, mirage ou espoir raisonnable*, Paris, Karthala, p. 341-352

ESOAVELOMANDROSO F., 1988, « Le Japon : un modèle pour les intellectuels malgaches ? Fin xixe-début xxe siècle », *Omaly sy Anio*, n° 27, janvier-juin, Antananarivo, p. 11-19.

FOURNET-GUERIN C., 2007, *Vivre à Tananarive. Géographie du changement dans la capitale malgache*, Paris, Karthala

FREMIGACCI J., 2002, « Echech de l'insurrection de 1947 et renouveau des antagonismes ethniques à Madagascar », in RAISON-JOURDE F. & RANDRIANJA S. (dir.), *La nation malgache au défi de l'ethnicité*, Paris, Karthala, p. 317-340

FREMIGACCI J., 1999, « Le Rova de Tananarive. Destruction d'un lieu saint ou constitution d'une référence identitaire ? », in CHRETIEN J.-P. & TRIAUD J.-L. (dir.), *Histoire d'Afrique. Les enjeux de mémoire*, Paris, Karthala, p. 421-444

MALLET J., 2007, « Industrie du disque, musiques africaines et naissance du tsapiky, "jeune musique" de Tuléar (Sud-Ouest de Madagascar) », in NATIVEL D. & RAJAONAH F. (dir.), *Madagascar et l'Afrique*, Paris, Karthala, p. 469-481.

MARGUERAT Y., 1991, « Capitales en balade. Remarques historico-géographiques sur les changements de capitale en Afrique noire », *Cahiers d'Outre-Mer*, n° 175, p. 217-242

NATIVEL D. & RAJAONAH F. R., 2007, *Madagascar et l'Afrique. Entre identité insulaire et appartenances historiques*, Paris, Karthala

OTTINO P., 1988, *Les champs de l'ancestralité : parenté, alliance et patrimoine à Madagascar*, Paris, Karthala-ORSTOM

PEYRUSAUBES D., RAKOTO RAMIARANTSOA H. et THIBAUD B., 2005, « Terres lointaines ou la spatialité différentielle malgache », in JAUZE J.M & GUEBOURG J.L. (dir.), *Inégalités et Spatialité dans l'océan Indien*, Paris, L'Harmattan, p. 369-381.

Politique africaine, n° 86, 2002, « Madagascar, les urnes et la rue »

RAISON J.-P., 2002, « Economie politique et géopolitique des barrages routiers (Madagascar, février-mai 2002) », *Politique africaine*, n° 86, p. 120-137

RAISON J.-P., 2000, « Madagascar, vers une nouvelle géographie régionale », *L'Information géographique*, n° 1, p. 1-19

RAISON J.-P., 1998, « De l'insularité à l'iléité : le cas d'une grande île : Madagascar », in MAINET G. (dir.), *Iles et littoraux tropicaux. Gestion des ressources, vie de relation et urbanisation*, Nantes, Ouest Editions, Presses académiques, p. 37-43

RAISON-JOURDE F. & RANDRIANJA S., 2002, *La nation malgache au défi de l'ethnicité*, Paris, Karthala

RAISON-JOURDE F., 1991, *Bible et pouvoir à Madagascar. Invention d'une identité chrétienne et construction de l'État, 1780-1880*, Paris, Karthala

RANDRIANJA S., 2002, « Ethnonationalisme et représentations de l'histoire à travers les journaux Feon'Imerina et Masova. La face cachée de la démocratisation (1992-1997) », in RAISON-JOURDE F. & RANDRIANJA S. (dir.), *La nation malgache au défi de l'ethnicité*, Paris, Karthala,, p. 341-364

RAKONTONDRABE T D., 1995, « Au-delà de l'ethnie. Ethnies, État-nation et démocratie à Madagascar », in ESOAVELOMANDROSO M. & FELTZ G. (dir.), *Démocratie et développement, mirage ou espoir raisonnable*, Paris, Karthala, p. 353-368

SCHWEITZER V., 2006, « Représenter le réseau routier malgache », *Tsingy*, revue de l'APHG de Madagascar, n° 3, p. 109-118

THIESSE A.-M., 2001, *La création des identités nationales. Europe XVIIIe-XXe siècle*, Paris, Le Seuil

ZARTMAN W., 1995, *Collapsed States, the Disintegration and Restoration of Legitimate Authority*, Boulder, Lynne Rienner

[Haut de page](#)

NOTES

1 D. Bois explique ainsi qu'« *introduire le concept de nation dans la description des structures politiques « traditionnelles » équivaut à se livrer à un périlleux exercice de décontextualisation* » (Bois, p. 101). Il souligne également l'absence du mot « nation » dans la langue malgache ; le terme a été introduit par les Européens (firenena).

2 Littéralement « le souverain qui domine l'Imerina ».

3 Les historiens restent très prudents quant au fait que le roi aurait bien tenu ces propos. Mais dans l'esprit des Malgaches, le fait n'est pas mis en doute et la citation est extrêmement célèbre.

5 Cette loi a été partiellement amendée dans les années 2000 pour les très gros investissements.

6 Ceux-ci (Français nés à Madagascar, appelés *zanatany* – enfants de la terre -, Indiens, Chinois pour l'essentiel) perçoivent avec une grande acuité l'instabilité de leur position dans le pays. Voir Fournet-Guérin, 2007.

7 Titre faisant référence au livre d'Anne-Marie Thiesse, *La création des identités nationales*.

8 « Manger » se dit ainsi « manger du riz » ; de multiples proverbes évoquent le lien entre le riz et la culture malgache ; la céréale fait l'objet de rituels religieux, etc.

9 *Orchidées de Madagascar, ambassadrices de la biodiversité*, décembre 2007-mars 2008, Cité des sciences et de l'industrie, Paris.

10 Les troupes de *hira gasy* se produisent avec des violons, des accordéons et des trompettes... On est loin des instruments traditionnels malgaches !

11 Où s'est déroulée en 1972 la première manifestation populaire contre le pouvoir en place, jugé trop proche de la France. Depuis, tous les changements de régime ont commencé par des mouvements populaires sur cette place centrale dans la ville. Ce fut également le cas en janvier 2009 lors des événements qui ont conduit au

dernier changement de régime en date à Madagascar.

12 *L'Express de Madagascar*, chronique de VANF, 20 mai 2000.

13 ESOAVELOMANDROSO F., FREMIGACCI J., 1989, « Héritage de l'histoire et mode d'urbanisation malgache : Tananarive », *Cahiers du CRA*, n° 7, p. 76-77.

14 Thématique véhiculée notamment par le très radical hebdomadaire *Feon'ny Merina* (La voix des Merina).

15 <http://whc.unesco.org/fr/list/950>. On peut notamment y lire : « *La colline royale d'Ambohimanga se compose d'une cité royale, d'un site funéraire royal et d'un ensemble de lieux sacrés. Associée à un fort sentiment d'identité nationale, elle conserve son atmosphère de spiritualité et son caractère sacré, dans la pratique et dans l'esprit de la population, depuis quelque 500 ans. Elle demeure un lieu de culte et de pèlerinage que l'on vient visiter de Madagascar et d'ailleurs. La colline royale d'Ambohimanga est le symbole le plus significatif de l'identité culturelle du peuple malgache.* »

16 Alors que durant les premières décennies suivant l'indépendance, la conviction inverse dominait : les habitants des côtes considéraient qu'ils étaient seuls productifs et portaient à bout de bras une Imerina assistée. Cette vision reposait sur la concentration des cultures de rente coloniales sur les côtes.

POUR CITER CET ARTICLE

Référence électronique

Catherine Fournet-Guérin, « La dimension spatiale du fait national à Madagascar : un État-nation en Afrique ? », *L'Espace Politique* [En ligne], 7 | 2009-1, mis en ligne le 30 juin 2009. URL : <http://espacepolitique.revues.org/1244> ; DOI : 10.4000/espacepolitique.1244

AUTEUR

Catherine Fournet-Guérin

Maître de conférences Université de Reims Champagne-Ardenne

catherine.fournet@univ-reims.fr